



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 4**

de la décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action pluriannuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2023-2024

**Document d'action : Gestion des migrations**

**PLAN D'ACTION PLURIANNUEL**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi qu'au sens de l'article 23 du règlement [IVCDCI – Europe dans le monde](#).

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'action

<b>1. Titre</b> <b>CRIS/OPSYS</b> <b>Acte de base</b>	Gestion des migrations Référence opérationnelle OSPYS: ACT-62000 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI – Europe dans le monde)
<b>2. Initiative «Équipe Europe»</b>	Oui Initiative Équipe Europe en Côte d'Ivoire « Paix et Stabilité » Initiatives Équipe Europe régionales sur la Route de l'Atlantique/Méditerranée Occidentale et la Route Méditerranée Centrale
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action sera menée à l'endroit suivant: République de la Côte d'Ivoire
<b>4. Document de programmation</b>	Programme indicatif pluriannuel (PIP) en Côte d'Ivoire 2021-2027
<b>5. Lien avec les objectifs/résultats attendus du (des) PIP concernés</b>	<b>Objectifs spécifiques (domaine 1, secteur 1.3 et domaine 3, secteur 3.1 et 3.2):</b> Secteur 1.3 : <u>Objectif</u> : Faire de la migration une opportunité de développement: Secteur 3.1 : <u>Objectif</u> : Promouvoir la démocratie, renforcer la gouvernance et l'État de droit en mettant en place des institutions et des mécanismes responsables et transparents qui tiennent compte des droits humains et qui valorisent l'égalité homme-femme, en assurant une égale participation des femmes et des filles dans toutes les sphères de la vie publique et privée. Secteur 3.2 : <u>Objectif</u> : Préserver la Côte d'Ivoire comme pôle de stabilité en Afrique de l'Ouest, tout en veillant à accroître la participation des femmes dans toutes les questions relatives à la paix et à la stabilité

DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES				
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	<b>Domaine prioritaire 1 - Développer le capital humain</b> Secteur 1.3 - Migration (DAC 151) <b>Domaine prioritaire 3 – Renforcer l’État de Droit et la gouvernance démocratique, maintenir la paix et la stabilité</b> Secteur 3.1 – Démocratie et droits humains (DAC 151) Secteur 3.2 – Paix, stabilité et cohésion sociale (DAC 152)			
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD principal : 10 - Réduction des inégalités Autres ODD importants: 5 - Égalité de genre 8 - travail décent et croissance économique 16 - paix, justice et institutions efficaces » 17 - partenariats pour la réalisation des objectifs			
<b>8. a) Code(s) CAD</b>	CAD 15190 – Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sans danger, régulière et responsable – 70% CAD 15180 – Élimination de la violence à l’égard des femmes et des filles – 30%			
<b>8. b) Principal canal d’acheminement</b>	13000 Canal 1 Gouvernement tiers (coopération déléguée)			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	<input checked="" type="checkbox"/> Migration <input type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Éducation <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l’homme, démocratie et gouvernance			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Objectif principal</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l’environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l’enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion des personnes handicapées @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Nutrition @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Diversité biologique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et balises</b>	<b>Objectifs stratégiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif important</b>	<b>Objectif principal</b>
	Transformation numérique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité numérique Gouvernance numérique Entrepreneuriat numérique Compétences numériques services numériques	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Connectivité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Connectivité numérique Énergie Transports Santé éducation et recherche	OUI <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	NON <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	Migration @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Réduction des inégalités @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	COVID-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>			
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé: 10 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE: 10 000 000 EUR Initiative Équipe Europe sur la Route migratoire Atlantique et Méditerranée occidentale : BE, CZ, FR, DE, NL, ES, CH et UE. Contribution totale indicative: 900 millions d'euros Initiative Équipe Europe sur la Route migratoire Méditerranée centrale : AT, BE, CZ, FR, DE, MT, NL, ES, CH et UE. Contribution totale indicative: 1 000 millions d'euros			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Type de financement</b>	<b>Gestion indirecte</b> avec une entité à sélectionner conformément aux critères énoncés à la section 4.3.1 (OS 1) <b>Gestion indirecte</b> avec Expertise France (OS 2)			

## 1.2 Résumé de l'action

L'Action vise à appuyer les actions du gouvernement ivoirien dans le domaine de la gestion des migrations, à travers l'appui à la réintégration durable des migrants de retour volontaire, y compris des migrants de retour d'Europe et des communautés hôtes et l'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la traite des personnes 2022-2025<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Stratégie Nationale de lutte contre la traite des personnes 2022-2025, Ministère de la Solidarité et de la lutte contre la Pauvreté, Comité National de lutte contre la traite des personnes de la République de Côte d'Ivoire, 27.10.2022.

L'action est composée de deux volets :

- Le renforcement des mécanismes d'accompagnement et de réintégration durable des migrants de retour et des communautés hôtes
- Le renforcement des capacités des acteurs intervenant dans la lutte contre la traite des êtres humains, y compris ceux de la chaîne pénale, et la prise en charge des victimes.

Cette action s'inscrit dans le cadre du dialogue politique entre l'Union européenne et les autorités ivoiriennes sur la question migratoire pour la mise en œuvre du document partagé. Elle s'inscrit également dans le cadre du Pacte sur la migration et l'Asile et dans la stratégie UE visant à lutter contre la traite des êtres humains (2021-2025)<sup>2</sup>, qui met l'accent sur la prévention de cette forme de criminalité, la traduction en justice des trafiquants et la protection et l'autonomisation des victimes.

L'action va contribuer au Plan d'Action Genre 2021-2025 (GAP III)<sup>3</sup> visant le domaine d'engagement thématique « Promouvoir les droits économiques et sociaux et l'autonomisation des filles et des femmes ».

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

La Côte d'Ivoire est le moteur économique de la zone UEMOA, avec un PIB représentant plus du tiers du PIB de l'espace communautaire et 60% de ses exportations agricoles, avec principalement le cacao, l'anacarde, l'hévéa et le coton. Sur la période 2016-2020, la Côte d'Ivoire a enregistré une croissance du PIB au rythme annuel moyen de 6,9 %. L'économie ivoirienne s'est aussi montrée résiliente face à la pandémie de COVID-19, grâce aux politiques efficaces mises en place par les autorités pour y faire face, et s'est fortement redressée en 2021 avec un taux de croissance à 7,4 % [et 6,8% en 2022] contre 2 % en 2020.

Bien que la Côte d'Ivoire soit dans le groupe des pays à revenu intermédiaire (tranche inférieure), l'indice du capital humain (Banque mondiale) demeure encore faible en 2021 (0.38) comparable à celui des pays à faible revenu. Entre 2015 et 2019, les progrès en matière de réduction de la pauvreté ont été inégaux dans le pays, l'incidence de la pauvreté diminuant de 6,9 points de pourcentage (de 31,6 à 24,7) dans les zones urbaines, tout en restant élevée et en ne diminuant que de 1,7 point de pourcentage (de 56,4 à 54,7) dans les zones rurales.

La Côte d'Ivoire a adhéré à la quasi-totalité des normes et conventions internationales (ratification de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes en 1995 et de son protocole facultatif en 2012, du Statut de Rome en 2013, de la CDE en 1991, du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels en 1992, premier pays à opérationnaliser la Résolution 1325 sur les Femmes, la Paix et la Sécurité en Afrique, etc.) et régionales (protocole de Maputo ratifié en 2011) de promotion du genre. En outre, au plan national, le dispositif légal ivoirien s'est enrichi de nouvelles lois plus favorables aux questions de genre<sup>4</sup>.

La Côte d'Ivoire affiche un Indice d'inégalité de genre (IIG) de 0,613 en 2021 qui place le pays au 155<sup>e</sup> rang sur 170 pays (contre 157<sup>e</sup> en 2018). Malgré certains progrès, des efforts restent à faire. L'IIG fait ressortir les inégalités fondées sur le sexe dans trois dimensions: la santé procréative (mortalité maternelle et taux de fécondité), l'autonomisation (sièges parlementaires et niveau d'étude) et l'activité économique (taux d'activité). Réussir une croissance inclusive demeure donc un défi important pour le pays qui envisage de réduire de moitié le taux de pauvreté d'ici 2030, à travers un renforcement de l'investissement dans les infrastructures et le social.

<sup>2</sup> Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions sur un nouveau pacte sur la migration et l'asile, référence COM(2020) 609 final, 23.09.2020

<sup>3</sup> Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

<sup>4</sup> Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III — 2021-2025 Plan de mise en œuvre au niveau national (CLIP) Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire a signé la Convention des Nations Unies relative aux Droits des Personnes vivant avec un handicap (CPDH) le 7 juin 2007 et il existe une politique nationale en faveur des personnes vivant avec un handicap<sup>5</sup>.

Pays traditionnellement attractif dans la région, la Côte d'Ivoire compte aujourd'hui 6,4 millions de ressortissants étrangers selon les chiffres du dernier recensement général de la population et de l'habitat, soit environ 22 % de sa population. Ces ressortissants sont originaires principalement des pays limitrophes, notamment du Burkina Faso (56 %), du Mali (19,8 %), de Guinée (5,8 %), ou encore du Bénin (2,7 %). La plupart d'entre eux sont actifs dans le secteur de l'agriculture, de la pêche ou de l'industrie, majoritairement de manière informelle et parfois illégale (orpaillage, cacao dans les forêts classées).

La Côte d'Ivoire est également un pays d'émigration avec 17 664 Ivoiriens arrivés de manière irrégulière en Europe entre janvier 2021 et mai 2023 via les routes méditerranéennes<sup>6</sup>, les Ivoiriens représentant également la première nationalité à l'arrivée en Italie et la deuxième nationalité subsaharienne à l'arrivée aux Canaries en 2023. Pour ces raisons, la Côte d'Ivoire fait partie des Initiatives Équipe Europe régionales sur la route de la Méditerranée centrale et sur la Route de l'Atlantique/ Méditerranée occidentale. La Côte d'Ivoire a été intégrée à l'Initiative Conjointe de l'UE et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) pour la gestion des retours volontaires assistés et humanitaires en 2017. De 2017 à 2022, l'OIM a aidé au retour volontaire de plus de 11 000 personnes (principalement de la sous-région), et a assisté le processus de réintégration d'environ 9 639 personnes. Depuis août 2022, la Côte d'Ivoire est appuyée par l'UE à travers le projet « Migrant Protection, Return and Reintegration Programme for Sub-Saharan Africa » (MPRR) mis en œuvre par l'OIM et dont l'appui se limite aux retours volontaires et à l'appui individuel à la réintégration. Les défis majeurs restent d'assurer l'appropriation nationale du processus de réintégration, en ligne avec la stratégie de l'UE en matière de retour volontaire et de réintégration<sup>7</sup>, et d'offrir à ces migrants de retour, ainsi qu'aux communautés hôtes, suffisamment d'opportunités d'insertion socio-économique, pour accéder à des emplois décents et durables.

La Côte d'Ivoire ne dispose pas à ce jour d'une politique migratoire qui permettrait de coordonner la réintégration des Ivoiriens de retour, bien qu'un groupe de travail ait été établi au sein de la Direction de l'Accueil, de l'Orientation et du Suivi des Actions de Réinsertion du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora, grâce à la coopération avec l'OIM appelé « comité de gestion des cas », et ce, pour entamer un dialogue interinstitutionnel entre les différents ministères et structures publiques impliqués dans la réintégration. Par ailleurs, le gouvernement ivoirien élabore un plan de réintégration, en cours d'opérationnalisation qui implique différents acteurs pour faciliter le retour et la réintégration des migrants ivoiriens. Les autorités ivoiriennes ont également démontré leur engagement et leur volonté politique en organisant, sans appui extérieur, le rapatriement d'Ivoiriens de pays dans lesquels leur sécurité était menacée (Tunisie, Soudan, etc.). Suite aux retours organisés depuis la Tunisie (1530 personnes) et la nécessité d'avoir un cadre inclusif et permanent de gestion des retours et de la réintégration, les autorités ivoiriennes ont décidé de la mise en place d'un « comité national de lutte contre la migration irrégulière », placé sous l'égide de la Présidence et qui sera interministériel.

Si la Côte d'Ivoire est un pays attractif de la sous-région, elle est également un pays d'origine, de transit et de destination des victimes de traite, parmi lesquelles on recense un nombre significatif d'enfants. Les victimes d'origine ivoirienne ou étrangère sont principalement contraintes au travail forcé (dans les champs, dans les mines), aux servitudes domestiques, à la mendicité forcée, à l'exploitation sexuelle ou enfin aux actes de délinquance et de criminalité. Les réseaux de trafiquants profitent de la zone de libre circulation CEDEAO, de la porosité des frontières et du manque de moyens humains et logistiques des autorités locales entre la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, le Mali, le Burkina Faso et la Guinée. Une partie des victimes de traite ainsi acheminées par les réseaux criminels organisés, dont des mineurs, a pour destination finale l'Europe.

Fort de ce constat, le Gouvernement ivoirien a pris des mesures visant à réduire considérablement ces deux phénomènes. Il s'agit entre autres de :

- L'adoption de la loi n° 2016-1111 du 08 décembre 2016 relative à la Lutte contre la Traite des Personnes, créant le Comité national de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP), présidé par le Premier ministre, le Secrétariat Exécutif étant assuré par le ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté ;

<sup>5</sup> Centre for Human rights : <http://www.rodra.co.za/index.php/cote-d-ivoire>

<sup>6</sup> <https://data.unhcr.org/fr/situations/mediterranean>

<sup>7</sup> COM(2021) 120 <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/PDF/?uri=CELEX:52021DC0120>

- L'adoption de la loi n°2018-571 du 13 juin 2018 relative à la lutte contre le Trafic Illicite de Migrants ;
- L'élaboration de la stratégie et du plan d'action national de lutte contre la traite des personnes 2022-2025;
- L'élaboration du Mécanisme national de Référencement (MNR) et des Procédures opérationnelles standards de prise en charge des victimes de traite adoptés le mercredi 14 septembre 2022 par le Gouvernement ivoirien en Conseil des ministres.

Par ailleurs, la Côte d'Ivoire dispose de trois organes gouvernementaux entièrement ou partiellement chargés de la mise en œuvre de la lutte contre la traite des êtres humains:

1. Le Comité national de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP)
2. Le Comité interministériel de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CIM)
3. Le Comité national de Surveillance des Actions de Lutte contre le travail des Enfants (CNS)

L'enjeu de la lutte contre le trafic illicite de migrants (TIM) et la traite des êtres humains (TEH) dans le cadre de la lutte contre la criminalité transnationale organisée constitue un point d'attention majeur pour la communauté internationale tant sur le plan humanitaire (au niveau quantitatif et au regard du traitement réservé aux victimes) que sous l'angle des avoirs criminels générés par les réseaux, du blanchiment de l'argent du crime et du financement des activités criminelles et du terrorisme qu'ils permettent. Malgré l'engagement des autorités nationales dans la lutte contre les réseaux criminels organisés, la réponse opérationnelle des services spécialisés ivoiriens reste encore en deçà des enjeux de la lutte contre les passeurs et les trafiquants, de l'assistance aux personnes vulnérables et de la protection des victimes de la traite.

## 2.2 Analyse des problèmes

### Brève analyse des problèmes :

Compte tenu de sa position géostratégique et du partage de ses frontières avec des pays tels que le Ghana, le Burkina Faso, ou la Guinée, et la proximité avec le Togo, le Bénin, le Nigeria, la Côte d'Ivoire est confrontée aux flux migratoires mixtes. Considérée comme un pays d'origine, de transit et de destination, la Côte d'Ivoire est exposée à la migration irrégulière, à la traite des êtres humains et au trafic illicite de migrants. Aussi, la complexité de ces phénomènes contribue aux difficultés de poursuivre convenablement les trafiquants, mais surtout de procéder aisément à l'identification des victimes ainsi qu'à leur prise en charge holistique. Par ailleurs, la question des réfugiés, de l'apatridie et plus globalement de l'état civil, très présente en Côte d'Ivoire, peut accroître la vulnérabilité à la traite des êtres humains.

À ce jour, le pays ne dispose toujours pas d'une politique migratoire qui permettrait de coordonner de manière holistique la gestion de la migration, bien que des avancées aient récemment eu lieu, grâce à la coopération avec l'OIM.

Dans le domaine de la lutte contre la traite des êtres humains au niveau national, des efforts ont été menés au niveau du renforcement des unités opérationnelles chargées de lutter contre ce phénomène, ainsi que par l'Unité de lutte contre la criminalité qui a bénéficié récemment du recrutement de 200 personnes et l'ouverture de ses deux premiers bureaux annexes à Bouaké et Korhogo. Les effectifs dédiés à la traite des êtres humains (TEH) seront d'une trentaine d'ici à 2024, offrant à l'Unité de lutte contre la criminalité transfrontalière organisée (UCT) une force de frappe sans précédent dans la lutte contre les filières de traite des êtres humains sur le territoire ivoirien. Cependant, malgré les textes adoptés en matière de TIM/TEH en 2016 et 2018, leur appropriation par les acteurs qui en assurent l'application demeure encore perfectible. De plus, la chaîne pénale nécessite d'être renforcée afin que les enquêtes débouchent sur des procédures et des condamnations. Dans le même temps, la prise en charge des victimes repose encore sur des accords ad-hoc avec des centres d'accueil d'ONGs et devrait faire l'objet d'une véritable appropriation par les autorités nationales en charge. Ceci pose également un problème, du fait que la Côte d'Ivoire dispose de trois organismes gouvernementaux ayant dans leurs mandats la lutte contre la traite et il convient donc de clarifier les rôles et les responsabilités de chacun afin de s'assurer de la mise en œuvre efficace et effective du dispositif national.

En ce qui concerne les migrants de retour, âgés en moyenne de 27 ans, majoritairement des hommes (à 75 %) et avec faible niveau de scolarisation (près de 55% d'entre eux sont sans instruction ou avec un niveau inférieur au secondaire), ils rencontrent de nombreux obstacles dans leur parcours de réintégration sur le marché de l'emploi. Malgré cela et face à un niveau de vulnérabilité important, l'intérêt du gouvernement ivoirien d'investir dans des formations professionnelles pour ce public cible reste peu élevé surtout que la perception du migrant de retour reste largement négative.

Ainsi, la majeure partie des migrants de retour ont vécu des difficultés liées au voyage et aux conditions de vie dans les pays de transit et, s'ils ont réussi à l'atteindre, dans les pays de destination. Une étude sur le trafic illicite et la traite de migrants ivoiriens le long des Routes Méditerranéennes centrales et occidentales montre que 50% des migrants de retour ont connu le travail forcé et/ou non rémunéré (avec confiscation du passeport dans la plupart des cas), 50% ont été détenus et plus de 30% des hommes ont été vendus<sup>8</sup>. Les abus, violences et tout type d'exploitation au cours du voyage, vécus par la majorité des migrants de retour rencontrés, nécessitent notamment un soutien psychosocial adapté et une prise en charge holistique basée sur la personne. Ce suivi s'avère d'autant plus important que les migrants de retour parlent des passeurs et intermédiaires comme des personnes ayant le plus souvent abusé de leur confiance et profité de leur vulnérabilité, notamment du fait de leur situation administrative irrégulière, les exposant à des situations assimilables à de la traite d'êtres humains.

Toujours en ce qui concerne la réintégration, un accent particulier doit être porté sur la perception des migrants de retour par leurs proches et leurs communautés. Partis en grande majorité d'Abidjan, des villes du Centre et de l'Ouest à la recherche d'emploi ou de nouvelles opportunités économiques en visant l'Europe (dans 75% des cas), ils sont souvent stigmatisés par leurs familles et communautés, leur retour « sans succès économique » étant considéré comme un échec.

Dans le cadre de l'Initiative Conjointe UE-OIM, un Comité de Gestion des Cas de réintégration (CGC) a été mis en place au sein de la Direction de l'Accueil, de l'Orientation et du Suivi des Actions de Réintégration du ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration Africaine et de la Diaspora. Ce comité a la charge d'entamer un dialogue interinstitutionnel entre les différents ministères et structures publiques impliqués dans la réintégration, en vertu du plan national de retour et de réintégration qui met en place un certain nombre de mécanismes de référencement et en particulier avec l'agence emploi jeunes pour des accès à des opportunités économiques. Le rapatriement des migrants ivoiriens en Tunisie récemment a été un test grandeur nature pour évaluer la mise en œuvre de ce plan de retour et de réintégration. Si les retours se sont effectués, il reste à voir dans quelle mesure des opportunités de réintégration seront offertes à ces migrants de retour et via quelle structure. Il semblerait aussi qu'à cette occasion, les autorités ivoiriennes aient décidé de mettre en place un comité national de lutte contre la migration irrégulière qui serait logé à la Présidence et sa déclinaison opérationnelle à la Direction générale de la Diaspora.

Face à des migrants de retour avec des niveaux disparates, comme l'établissent les évaluations de l'Initiative Conjointe UE-OIM et les rapports de suivi et d'évaluation d'Altai<sup>9</sup>, il est nécessaire de mettre en place des parcours de réintégration centrés sur le bénéficiaire afin de mieux identifier le type de soutien nécessaire. De même, les mécanismes de référencement doivent être intensifiés et mieux coordonnés. La diversification des options de réintégration – notamment à travers le développement de l'entrepreneuriat et de partenariats avec le secteur privé – constitue un objectif à atteindre pour assurer la durabilité des projets de réintégration.

L'action menée au niveau national sera complémentaire avec le MPRR<sup>10</sup>, puisqu'elle va appuyer le renforcement des structures en place pour permettre une réintégration durable des migrants de retour ainsi que les mécanismes de référencement et qu'au niveau temporelité l'action pourra prendre le relais du MPRR une fois que celui-ci se terminera pour consolider les acquis et assurer la pérennité des mécanismes mis en place dans le cadre des deux actions. Enfin, l'action au niveau national se concentre exclusivement sur la réintégration et ne prend pas en charge les retours ni l'assistance immédiate.

8

[https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbd11461/files/reports/Etude%20FFUE\\_Trafic%20et%20Traite%20des%20migrants%20ivoiriens%20de%20retour%20OIM%20CIV%20Aout%202021.pdf](https://dtm.iom.int/sites/g/files/tmzbd11461/files/reports/Etude%20FFUE_Trafic%20et%20Traite%20des%20migrants%20ivoiriens%20de%20retour%20OIM%20CIV%20Aout%202021.pdf)

<sup>9</sup> [https://trust-fund-for-africa.europa.eu/system/files/2023-06/TPML\\_Cycle%203\\_C%C3%B4te%20d'Ivoire.pdf](https://trust-fund-for-africa.europa.eu/system/files/2023-06/TPML_Cycle%203_C%C3%B4te%20d'Ivoire.pdf)

[https://trust-fund-for-africa.europa.eu/system/files/2023-06/CI\\_Rapport\\_Mapping%20-%20Altai.pdf](https://trust-fund-for-africa.europa.eu/system/files/2023-06/CI_Rapport_Mapping%20-%20Altai.pdf)

<sup>10</sup> EU-IOM Joint Initiative for Migrant Protection and Reintegration (Initiative conjointe pour la protection des migrants et la réintégration des rapatriés en Afrique).



Cette action est complémentaire à celle mise en œuvre dans le programme de l'UE « Projet pilote pour la mobilité entrepreneuriale entre la Belgique et la Côte d'Ivoire ») mis en œuvre par Enabel, et qui propose un modèle de mobilité circulaire pour 120 entrepreneurs et salariés de très petites et petites et moyennes entreprises ivoiriennes qui ont développé un projet entrepreneurial innovant, et pour qui la mobilité en Belgique représente une opportunité de créer de la valeur ajoutée. Le but étant de renforcer les compétences de tous les acteurs impliqués dans le processus de mobilité circulaire et/ou temporaire autour d'un projet professionnel ou d'une entreprise existante. Cela inclut les acteurs publics et privés concernés ainsi que les entreprises belges et ivoiriennes sous leurs différentes formes. De même, l'action est complémentaire avec le projet FORPRODE (projet de perfectionnement professionnel orienté par l'offre d'emplois du secteur privé) mis en œuvre par la GIZ, qui prévoit de former 850 personnes dans des secteurs porteurs dont celui de l'industrie et du numérique, de créer 650 emplois de qualité et d'améliorer 200 emplois existants, et dont certains migrants de retour ayant le profil recherché pourront bénéficier. Enfin, de manière générale, l'action cherchera à renforcer les synergies et les référencements vers des programmes de formation professionnelle ou d'opportunités économiques existants qu'ils soient financés par l'UE ou ses États membres.

Indication des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:

Les principales parties prenantes, détentrices d'obligations, de l'action seront le ministère des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Diaspora, en particulier sa Direction générale de la Diaspora; le ministère de l'Intérieur ; l'ONECI (Office national de l'état civil et de l'identification) ; le ministère de l'Emploi et de la Protection sociale, le ministère de la Solidarité et de la Lutte contre la Pauvreté, le ministère de la Formation professionnelle ; l'Unité de lutte contre la criminalité transfrontalière organisée (UCT) et le Comité national de lutte contre la traite des personnes (CNLTP).

Les partenaires de l'Initiative Équipe Europe seront également impliqués, en particulier la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH), Expertise France et ENABEL (Agence belge de développement) ainsi que l'agence FRONTTEX (l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes) Les autres partenaires internationaux directement impliqués seront l'OIM.

Parmi les détenteurs de droits : les communautés affectées par le projet, les organisations de la société civile (dont associations et coopératives), telles que le Centre Abel, AVSI, la Communauté missionnaire de Villaregia, Save the Children, ou encore la fondation Amigo, y compris les organisations de femmes et les organisations de personnes vivant avec un handicap.

Une attention particulière sera accordée aux synergies potentielles avec le programme MAC 2021-2027 Madère - Açores - Îles Canaries - Mauritanie - Cabo Verde - Sénégal - Gambie - Côte d'Ivoire - Ghana - Sao Tomé et Principe notamment sur son axe consacré à la gestion des migrations et la coopération entre parties prenantes à ce sujet.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'objectif général de cette action est de contribuer à l'amélioration de la gestion des migrations en Côte d'Ivoire.

Les objectifs spécifiques de cette action sont:

1. Les mécanismes d'accompagnement nationaux et de réintégration durable des migrants de retour volontaire (y compris d'Europe) et les capacités d'absorption de leurs communautés hôtes sont renforcés, en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.
2. Le dispositif national de lutte contre la traite des êtres humains et de prise en charge des victimes est renforcé

Les produits à fournir dans le cadre de cette action contribuant aux objectifs spécifiques correspondants sont les suivants:

Contribuant à l'objectif spécifique 1 :



1.1 Les capacités des parties prenantes gouvernementales pour leur permettre d'accompagner et gérer la réintégration durable des personnes migrantes de retour sont renforcées en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.

1.2 L'accès des migrants de retour et des membres des communautés d'accueil à des opportunités socio-économiques, y compris en terme d'accès à une offre psychosociale adaptée à leurs besoins, est favorisé en respectant une approche de traitement équitable.

1.3 Les connaissances des risques liés à la migration irrégulière, les risques liés à la traite et au trafic d'êtres humains, ainsi que les perceptions positives liées au retour sont renforcées, en particulier chez les jeunes.

Contribuant à l'objectif spécifique 2 :

2.1 Le dispositif de lutte contre la traite et sa territorialisation (déconcentration et décentralisation) est renforcé en tenant compte un approche genre et basé sur les droits humains.

2.2 Les capacités des acteurs de la chaîne pénale, y compris les acteurs délocalisés, sont renforcées en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.

2.3 Le mécanisme national de référencement des victimes de traite des êtres humains est opérationnalisé.

2.4 La protection et la prise en charge des victimes de traite des êtres humains est renforcée en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.

2.5 Le cadre de coordination avec les pays voisins est consolidé.

## 3.2 Activités indicatives

Activités liées au produit 1.1:

- Mise en place d'un système de référencement des opportunités de (ré)intégration et insertion socio-économiques pour les jeunes, ainsi que des projets d'intégration au niveau local ;
- Création / renforcement du système et des outils pour assurer / améliorer la remontée des données au niveau central sur les référencements et les insertions socio-économiques, ainsi que les prises en charge psychosociales ;
- Renforcement des capacités des parties prenantes sur le référencement ;
- Accompagnement de la coordination de la réintégration.

Activités liées au produit 1.2 :

- Mise en place d'un catalogue de formations courtes assurant l'adéquation entre l'offre et la demande du marché de l'emploi et/ou des secteurs économiques porteurs (pour les micro et petites entreprises) ;
- Mise en place d'un partenariat avec le secteur privé pour la réintégration des migrants de retour ;
- Appui à la mise en place d'un écosystème pour développer des activités d'inclusion financière.

Activités liées au produit 1.3 :

- Mise en place d'un système de référencement pour la prise en charge psychosociale ;
- Accompagnement des structures étatiques et non-étatiques afin d'améliorer leurs capacités de prise en charge.

Activités liées au produit 1.4 :

- Soutien aux campagnes nationales de sensibilisation sur les risques, expériences et réalité de la migration irrégulière, y compris les risques liés à la traite et au trafic d'êtres humains ;
- Dialogue intra-communautaire avec la société civile, des associations de la diaspora et des associations de personnes migrantes de retour pour valoriser les expériences et la contribution au développement local des personnes de retour.

Activités liées au produit 2.1:

- Appui à l'opérationnalisation du Comité national de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP) et à ses cellules régionales créées ou à créer ;

- Renforcement des capacités de plaider des parties prenantes pour la prise en compte des besoins spécifiques des acteurs luttant contre la traite des êtres humains.

#### Activités liées au produit 2.2:

- Mise en place de modules de formation (sensibilisation contre la traite des êtres humains (TEH)) dans les écoles de formation judiciaire, et les écoles des Forces de sécurité (FDS) et renforcement des connaissances de base en matière de TEH des forces de sécurité locales des régions de Bouaké et Korhogo (groupements de gendarmerie et préfectures);
- Appui à l'opérationnalisation des cellules traite au sein du ministère de la Justice et de ses démembrements et appui au système judiciaire ivoirien dans le domaine de la traite ;
- Appui à la mise en place d'un mécanisme de coordination régulier entre les forces de sécurité spécialisées et les référents TEH au sein des juridictions d'Abidjan, Bouaké et Korhogo, ainsi que dans les autres régions disposant d'une cellule régionale du CNLTP opérationnelle ;
- Accompagnement opérationnel des cellules TEH des bureaux annexes.

#### Activités liées du produit 2.3 :

- Appui au renforcement des capacités étatiques d'accueil des victimes de traite, y compris au niveau régional ;
- Appui aux mécanismes de référencement et de formations, notamment d'acteurs de la société civile, sur les Procédures opérationnelles standards<sup>11</sup>;
- Appui à la mise en place et à l'opérationnalisation du fonds d'assistance aux victimes de traite du CNLTP ;
- Appui aux autorités pour la mise en place de mécanismes d'alerte précoce sur la traite des êtres humains (ligne verte, plateforme web, etc.) ;
- Intégration de la gestion des cas de traite et de l'appui psychosocial aux victimes de traite dans la formation des travailleurs sociaux, des universités et des forces de l'ordre.

#### Activités liées au produit 2.4 :

- Promotion de la prise de contact et de l'échange d'information grâce à l'organisation de missions d'immersion entre les unités spécialisées ivoiriennes et des pays voisins ;
- Harmonisation des pratiques (connaissances des textes et conduite d'enquête) par l'organisation de formations conjointes régionales au profit des unités spécialisées ;
- Promotion, sur initiative des autorités ivoiriennes, de la tenue d'opérations conjointes et visite d'échanges entre les acteurs institutionnels et de la société civile engagés contre la traite au niveau régional.

#### Activités liées au produit 2.5 :

- Organisation de visites d'études dans les pays voisins pour renforcer la coopération et la coordination institutionnelle
- Organisation d'opérations régionales conjointes

La contribution de l'UE aux initiatives « Équipe Europe », à laquelle cette action se réfère, sera complétée par d'autres contributions des membres de l'« Équipe Europe ». Elle est soumise à la confirmation formelle de la contribution significative de chaque membre respectif dans les meilleurs délais. Si les initiatives « Europe » et/ou ces contributions ne se concrétisent pas, l'action de l'UE peut se poursuivre en dehors du cadre d'une initiative « Équipe Europe ».

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

Même si souvent il existe une relation directe entre migration, environnement et changement climatique, l'action concernera les migrants (et les victimes de traite) et ne traitera pas des causes profondes de la migration comme le changement climatique. À souligner également que les migrants de retour ivoiriens sont plutôt des migrants économiques à ce stade.

#### **Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles**

<sup>11</sup> Le document a été développé, validé et adopté en Conseil des ministres en septembre 2022.

Conformément aux codes du CAD sur l'égalité entre les hommes et les femmes de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. Cela implique que l'action mettra un accent sur la réduction des inégalités entre hommes et femmes. Que ce soit pour la réintégration des migrants de retour ou pour la prise en charge des victimes de traite, l'action portera une attention particulière à la prise en charge des besoins spécifiques des femmes notamment pour leur prise en charge sanitaire et psychosociale.

#### **Droits de l'homme**

Par les opportunités d'insertion professionnelle destinées aux migrants de retour et la prise en charge des victimes de traite, l'action suit une approche basée sur les droits humains, et en particulier de la dignité humaine. Les autorités administratives et policières seront sensibilisées au respect des droits humains, notamment à travers des formations spécifiques axées sur la lutte contre la traite des êtres humains.

De plus, l'action suivra le principe de « Ne laisser personne de côté » ("Leave no one behind") en contribuant à mettre fin aux discriminations et à l'exclusion et de réduire les inégalités, ainsi qu'au principe de « Ne pas nuire » (éviter d'exposer les gens à des risques supplémentaires par l'action).

#### **Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD sur l'invalidité/le handicap de l'OCDE mentionnés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Une attention particulière sera toutefois apportée aux migrants de retour et victimes de traite en situation de handicap et leurs besoins spécifiques seront pris en charge. L'action portera aussi une attention particulière à la collecte de données sur les besoins des personnes en situation de handicap et contribuera à l'intégration de l'inclusion et des besoins spécifiques dans les activités.

#### **Réduction des inégalités**

L'action contribue à la réduction des inégalités en ce qu'elle favorisera l'insertion socio-économique des migrants de retour, en incluant également des personnes des communautés hôtes, qui n'auraient pas tenté l'aventure de la migration. Dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains et en particulier la prise en charge des victimes, l'action vise à réinsérer ces personnes, principalement des femmes et jeunes filles, et des enfants et à leur offrir des opportunités socio-économiques.

#### **Démocratie**

L'action répond aux priorités du nouveau consensus européen pour le développement : « notre monde, notre dignité, notre avenir » visant la promotion des valeurs universelles de démocratie, gouvernance, État de droit et des droits de l'homme, préalable à la stabilité et au développement durable.

#### **Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'action contribue au renforcement de la cohésion sociale, de la résilience des communautés hôtes, et à la prévention des conflits, de la traite et de la migration irrégulière.

#### **Réduction des risques de catastrophes**

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif spécifique directement visé par cette action.

#### **Autres considérations, le cas échéant**

N/A

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Élevée/ Moyenne/ faible)	Impact (Élevé/ Moyen/ faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Les autorités ivoiriennes n'allouent pas les ressources humaines et	Moyenne	Moyen	Renforcer la sensibilisation et le plaidoyer vis-à-vis des autorités concernées pour

	financières nécessaires pour garantir la pérennité de l'action			s'assurer de leur intérêt et de leur implication et investissement  Renforcer le dialogue politique auprès des hautes autorités
Environnement externe	La situation politique et sécuritaire dans certaines régions du pays se dégrade	<b>Moyenne</b>	<b>Élevé</b>	Réorienter les activités vers des zones où elles peuvent être mises en œuvre
Environnement externe	Les communautés hôtes sont réticentes à réintégrer les migrants de retour	<b>Moyenne</b>	<b>Élevé</b>	Renforcer les activités de sensibilisation des communautés hôtes afin de renforcer leur implication dans les activités de réintégration
Environnement externe	Les victimes de traite sont stigmatisées	<b>Élevée</b>	<b>Moyen</b>	Renforcer les activités de sensibilisation des communautés hôtes
Environnement externe	Les petites et moyennes entreprises sont réticentes à employer des migrants de retour	<b>Moyen</b>	<b>Moyen</b>	Renforcer les activités de sensibilisation et d'information des PME impliquées dans le programme
Environnement externe	Engagement limité en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, de l'approche fondée sur les droits humains et des personnes vivant avec un handicap de la part des institutions ciblées et des acteurs non étatiques.	<b>Faible</b>	<b>Élevé</b>	Le projet fournira des moyens suffisants pour travailler avec les institutions et les acteurs non étatiques sur l'importance de l'intégration de l'égalité des sexes, de l'approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap.

#### Enseignements tirés:

En ce qui concerne la réintégration des migrants de retour, si la collaboration avec les autorités ivoiriennes s'est déroulée dans de bonnes conditions, les projets antérieurs ont été confrontés à des difficultés liées à la perception des migrants de retour (qui sont perçus comme ayant bénéficié d'un traitement préférentiel par rapport à ceux n'ayant pas choisi la migration irrégulière) et aux attentes parfois irréalistes des migrants de retour quant aux capacités des projets de réintégration et de réinsertion professionnelle. La présente action visera donc non seulement à renforcer les mécanismes de référencement de tous les migrants de retour, mais également à mieux prendre en compte, en se basant sur une approche genre et inclusive, les situations disparates des migrants de retour, pour avoir une approche plus centrée sur le bénéficiaire et ses capacités. Il s'agira enfin, à terme, que les autorités ivoiriennes s'approprient pleinement la gestion des cas de réintégration en mettant en œuvre le plan national de retour et de réintégration, en renforçant les partenariats avec les structures existantes et les mécanismes de référencement et en allouant les ressources nécessaires au fonctionnement des mécanismes de réintégration. Les politiques et mécanismes de réintégration doivent se baser sur une approche genre et inclusive afin de prendre en compte les différentes situations des migrants, mais aussi de répondre à leurs besoins spécifiques de réintégration qui varient pour les femmes, hommes, jeunes, personnes en situation d'handicap.

En matière de lutte contre la traite, la superposition des comités nationaux dédiés à cette thématique complexifie la coordination entre les acteurs concernés alors que le projet « Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée » a appuyé le Comité National de Lutte contre la Traite des Personnes (CNLTP). Il s'agira

donc, en se basant sur l'expérience du projet « Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée » de clarifier le rôle et responsabilité des différents comités de lutte contre la traite et d'appuyer l'opérationnalisation du CNLTP en tant que comité de référence de l'action, y compris sur les questions liées à la protection des victimes. Ceci nécessitera d'être soulevé dans le cadre du dialogue politique afin d'appuyer le plaidoyer qui sera mis en place dans le cadre de l'action. De même, jusqu'à présent, aucun centre national et étatique d'accueil des victimes de traite n'a pu être construit et les actions nationales restent encore trop dépendantes des financements extérieurs. La connaissance de la problématique de la traite et des textes de lois inhérents reste encore faible, et si dans le cadre du projet « Appui à la lutte contre la traite des personnes dans les pays du Golfe de Guinée » la sensibilisation a été une des activités, il faudra la poursuivre et l'intensifier pour permettre le renforcement de la chaîne pénale. La chaîne pénale reste faible et la prise en charge et le rapatriement des victimes étrangères reste une problématique à résoudre. Le renforcement de la chaîne pénale permettra d'augmenter le nombre d'affaires jugées et de faire le lien entre les procédures d'enquêtes et les mises en examen et contribuera à réduire la criminalité organisée.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est :

SI l'appropriation et les capacités des autorités ivoiriennes en matière d'accompagnement à la réintégration des migrants de retour sont renforcées et SI l'accès des migrants de retour et des membres des communautés d'accueil à des opportunités socio-économiques est favorisé et SI les migrants de retour bénéficient d'une prise en charge holistique et inclusive et SI les connaissances des risques liées à la migration irrégulière sont renforcées EN SUPPOSANT QUE la situation économique ne se détériore pas et que des opportunités attractives d'insertion professionnelle sont offertes aux migrants de retour et que les communautés hôtes sont impliquées dans les dispositifs de réintégration ;

SI le dispositif de lutte contre la traite des êtres humains et sa capacité d'action sont renforcés et opérationnalisés au niveau local et SI les capacités des acteurs de la chaîne pénale sont renforcés et SI le mécanisme national de référencement des victimes de traite des êtres humains est opérationnalisé et SI la protection et la prise en charge des victimes de traite est renforcée et SI le cadre de coordination avec les pays voisins continue d'être actif, EN SUPPOSANT QUE la volonté politique de s'attaquer au phénomène soit maintenue et que les autorités ivoiriennes y allouent les ressources nécessaires afin d'en assurer la pérennité et que tous les acteurs pertinents soient impliqués ;

ALORS les mécanismes d'accompagnement et de réintégration durable des migrants de retour et de leurs communautés hôtes et le dispositif national de lutte contre la traite et de prise en charge des victimes sont renforcés.

Contribuant AINSI à une meilleure gestion des migrations.

### 3.6 Matrice du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, de l'établissement des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être élaboré au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être indiquées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à ce document d'action, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles (jalons) intermédiaires pour les indicateurs des produits attendus et des réalisations si besoin.

- Le premier rapport d'avancement doit inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de référence/cibles).
- Les rapports d'avancement doivent fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final doit inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice du cadre logique indicatif peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les produits attendus et les indicateurs, valeurs cibles et valeurs de référence associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucune modification n'étant nécessaire à la décision de financement.

#### MODALITÉ DE PROJET (3 niveaux de résultats / indicateurs / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaîne des résultats (@): Principaux résultats attendus (10 au maximum)	Indicateurs (@): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (2023)	Valeurs cibles (fin du projet)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Contribuer à l'amélioration de la gestion des migrations en Côte d'Ivoire	1. Plan d'action national de réintégration opérationnalisé 2. Plan d'action national de lutte contre la traite opérationnalisé	1.1 : 0 1.2 : 0	1.1: 1 plan opérationnalisé 1.2: 1 plan opérationnalisé	Arrêté du Conseil des ministres Rapport final du projet Loi de Finances à définir	<i>Non applicable</i>
<b>Réalisation 1</b>	1 Les mécanismes d'accompagnement et de réintégration durable des migrants de retour (y compris d'Europe) et de leurs communautés hôtes sont renforcés en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.	1.1 Nombre de personnes migrantes de retour prises en charge, désagrégé par sexe 1.2 Nombre de bénéficiaires d'assistance psychosociale, désagrégé par sexe 1.3 Nombre de personnes de la communauté hôte bénéficiaires, désagrégé par sexe	1.1 : 0 1.2 : 0 1.3 : 0	À définir en phase de démarrage	Rapport de démarrage Rapports des projets à définir	Les communautés hôtes adhèrent à l'action, participent à ses activités et intègrent les migrants de retour
<b>Réalisation 2</b>	2 Le dispositif national de lutte contre la traite des êtres	2.1 Nombre de victimes de traite prises en charge, désagrégé par sexe, âge et situation de handicap lorsque c'est possible	2.1 : 0	2.1 : À définir en phase de démarrage	Rapports du projet Loi de finances	Les autorités nationales allouent les ressources nécessaires

	humains et de prise en charge des victimes est opérationnel	2.2 Nombre de centres d'accueil d'urgences opérationnels	2.2 : 0	2.2 : Au moins 3	Arrêtés de création des centres	à l'opérationnalisation du dispositif de lutte contre la traite
<b>Produit 1 lié à la réalisation 1</b>	1.1 Les capacités des parties prenantes gouvernementales pour leur permettre d'accompagner et gérer la réintégration durable des personnes migrantes de retour sont renforcées, en tenant compte d'une approche genre basée sur les droits humains.	1.1.1 Nombre de mécanisme de référencement mis en place  1.1.2 Nombre d'acteurs locaux formés  1.1.3 Nombre de migrants de retour, désagrégé par sexe, ayant bénéficié d'une aide à la réintégration	1.1.1: 0  1.1.2: 0  1.1.3: 0	1.1.1 : 1  1.1.2 : Au moins 100  1.1.3 : À définir dans phase démarrage	Rapports du projet à définir	Les acteurs pertinents sont identifiés
<b>Produit 2 lié à la réalisation 1</b>	1.2 L'accès des migrants de retour et des membres des communautés d'accueil à des opportunités socio-économiques est favorisé.	1.2.1 Taux d'emploi des 15 ans et plus, désagrégé par sexe 1.2.2 Nombre de jeunes migrants de retour assistés ayant accédé à un emploi dans le secteur formel, désagrégé par sexe et situation de handicap lorsque c'est possible	1.2.1 : 63.1 % (2019) 1.2.2 0 à définir	1.2.1 : 65% 1.2.2 : À définir phase démarrage	Statistiques pays Banque mondiale Rapports du projet à définir	La dégradation de la situation économique n'affecte pas les opportunités d'emplois.
<b>Produit 3 lié à la réalisation 1</b>	1.3 L'accès des personnes migrantes de retour à leurs droits, y compris à une offre psychosociale adaptée à leurs besoins, est favorisé	1.3.1 Nombre de personnes assistées sur le plan psychosocial, désagrégé par sexe, âge et situation de handicap lorsque c'est possible 1.3.2 Nombre d'acteurs étatiques ayant bénéficié d'un renforcement de capacités avec un financement UE	1.3.1 : 0 1.3.2 : 0	1.3.1 : À définir phase démarrage 1.3.2 : Au moins 50	Rapports du projet	Le référencement des migrants de retour est efficace.
<b>Produit 4 lié à la réalisation 1</b>	1.4 Les connaissances des risques liés à la migration irrégulière et les perceptions positives liées au retour sont renforcées, en particulier chez les jeunes	1.4.1 Nombre d'actions de sensibilisation organisées 1.4.2 Nombre de personnes sensibilisées, désagrégé par sexe 1.4.3 Nombre de personnes affirmant que leur perception de la migration, y compris du retour a changé suite à la sensibilisation, désagrégé par sexe	1.4.1 : 0 1.4.2 : 0 1.4.3 : 0	1.4.1 : Au moins 2 par région 1.4.2 : Au moins 50% de la population 1.4.3 : Au moins 15% des personnes sensibilisés	Rapports du projet Visite terrain Revue de presse Couverture média	Les publics cibles adhèrent aux actions de sensibilisation.



<b>Produit 1 lié à la réalisation 2</b>	2.1 Le dispositif de lutte contre la traite et sa capacité d'action en région (déconcentration et décentralisation) est renforcé, en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.	2.1.1 Nombre de cellules régionales appuyées grâce au financement de l'UE 2.1.2 Nombre de rencontres de plaidoyer organisées grâce au financement de l'UE	2.1.1 : 3 2.1.2 : 0	2.1.1 : Au moins 6 2.1.2 : Au moins 3 par an	Rapport d'installation des cellules Loi de finances Rapports du projet à définir	Les autorités nationales sont réceptives aux actions de plaidoyer et de dialogue politique.
<b>Produit 2 lié à la réalisation 2</b>	2.2 Les capacités des acteurs de la chaîne pénale, y compris les acteurs délocalisés, sont renforcées, en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.	2.2.1 Nombre de personnels recrutés, désagrégué par sexe 2.2.2 Nombre de procédures instruites 2.2.3 Nombre d'activités de formation réalisées 2.2.4 Nombre d'agents formés, désagrégué par sexe	2.2.1 : 0 2.2.2 : 0 2.2.3 : 0 2.2.4 : 0	2.2.1/2/3/4 : À définir pendant la phase de démarrage	Rapports du projet Rapports de formation à définir	Les acteurs formés restent à leur poste et assurent la durabilité des capacités acquises
<b>Produit 3 lié à la réalisation 2</b>	2.3 Le mécanisme national de référencement des victimes de la traite des êtres humains est opérationnalisé	2.3.1 Nombre de mécanisme de référencement mis en place 2.3.2 Nombre de victimes de la traite référencés, désagrégué par sexe et âge 2.3.3 Nombre d'agents formés au mécanisme de référencement, désagrégué par sexe	2.3.1 : 0 2.3.2 : 0 2.3.3 : 0	2.3.1 : 1 2.3.2 : À définir en phase de démarrage 2.3.3 : Au moins 50	Rapports du projet Lois de finance	Les autorités nationales allouent les ressources nécessaires à l'opérationnalisation du mécanisme national de référencement
<b>Produit 4 lié à la réalisation 2</b>	2.4 La protection et la prise en charge des victimes de la traite des êtres humains est renforcée, en tenant compte d'une approche genre et basée sur les droits humains.	2.4.1 Nombre de centres de prise en charge et d'accueil des victimes construits et opérationnels et différenciant la prise en charge des adultes de celles des mineurs 2.4.2 Nombre de victimes de la traite ayant bénéficié d'une assistance psycho-sociale, désagrégué par sexe, âge et situation de handicap lorsque c'est possible 2.4.3 Nombre de victimes de la traite ayant bénéficié d'une aide à la réinsertion, désagrégué par sexe et situation de handicap lorsque c'est possible 2.4.2 Nombre d'agents affectés au référencement des victimes de traite, désagrégué par sexe.	2.4.1 : 0 2.4.2 : 0 2.4.3 : 0	2.4.1 : Au moins 3 2.4.2/3 : À définir en phase de démarrage	Arrêté ministériel Lois de finance Rapports du projet	Les capacités des centres d'accueils sont renforcées.

<b>Produit 5 lié à la réalisation 2</b>	2.5 Le cadre de coordination avec les pays voisins est mis en place.	2.5.1 Nombre d'opérations conjointes organisées avec les pays voisins	2.5.1 : 0	2.5.1 : Au moins 1 par an	Rapports du projet	La coopération avec les pays frontaliers est renforcée
		2.5.2 Nombre de visites d'études/immersion organisées	2.5.2 : 0	2.5.2 : 3		

## 4 MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec le pays partenaire.

### 4.2 Période indicative de mise en œuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 60 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la convention de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Modalités de mise en œuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'UE pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>12</sup>.

#### 4.3.1 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de la présente action - objectif spécifique 1- peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission au moyen des critères suivants :

- L'entité a l'expertise technique dans le domaine de la gestion des migrations, et plus particulièrement de la gestion de la réintégration des migrants de retour
- L'entité possède des compétences techniques spécifiques dans les domaines de l'insertion professionnelle, du soutien psychosocial, et de l'accompagnement des personnes en situation de vulnérabilité, en particulier envers les migrants de retour
- L'entité a la capacité de gestion pour coordonner une action complexe qui nécessite l'implication d'un nombre important d'acteurs, à la fois en tant que parties prenantes et en tant que partenaires associés à la mise en œuvre ;
- L'entité dispose de la légitimité nécessaire vis-à-vis des parties prenantes en Côte d'Ivoire, notamment les pouvoirs publics, pour opérer dans les domaines couverts par cette action
- L'entité choisie dispose de capacités opérationnelles et techniques pour accompagner le développement des capacités des autorités ivoiriennes dans le domaine

La mise en œuvre par cette entité implique l'appui au renforcement des capacités des parties prenantes, le renforcement des mécanismes de réintégration holistique afin que les mécanismes d'accompagnement et de réintégration durable des migrants de retour volontaire et la capacité d'absorption de leurs communautés hôtes soient renforcés.

Une partie de la présente action – Objectif spécifique 2 – peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec l'Agence Française d'Expertise Technique Internationale (Expertise France – AFETI).

La mise en œuvre par cette entité implique l'appui à l'opérationnalisation des structures nationales de lutte contre la traite des êtres humains, y compris celles liées à la protection des victimes ainsi que le renforcement de la chaîne pénale afin, in fine, de renforcer le dispositif national de lutte contre la traite des êtres humains et la prise en charge des victimes.

L'entité envisagée sera sélectionnée sur la base des critères suivants :

<sup>12</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Veuillez noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence entre les actes juridiques publiés et les mises à jour sur le site internet, c'est la version du JO qui fait foi.

- Capacité de gestion et de mise en œuvre d'actions similaires dans le pays et dans la sous-région.
- Connaissance avérée du contexte et du partenaire.
- Expérience et expertise dans des actions de lutte contre la traite des êtres humains dans le pays et dans la sous-région.
- Connaissance avérée des questions de développement local.
- Connaissance de l'approche fondée sur les droits humains et le genre.

Si les entités envisagées devaient être remplacées, les services de la Commission peuvent sélectionner des entités de remplacement sur la base des mêmes critères. Si les entités sont remplacées, la décision de les remplacer doit être justifiée.

En cas d'échec des négociations avec l'entité susmentionnée, cette partie de la présente action peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec Civipol. La mise en œuvre par cette entité de remplacement serait justifiée en raison des critères suivants : Civipol met déjà en œuvre, sous financement de la Direction générale Migration et Affaires intérieures de la Commission européenne, le Partenariat Opérationnel Conjoint qui appuie le renforcement des capacités opérationnelles de la Côte d'Ivoire en matière de TEH et de TIM. Civipol a donc une capacité de gestion et de mise en œuvre d'actions similaires dans le pays, une connaissance avérée du contexte et du partenaire ainsi qu'une expérience et une expertise dans les actions de lutte contre la traite des êtres humains.

Si l'entité envisagée et l'entité de remplacement susmentionnée devait être remplacée, les services de la Commission peuvent sélectionner une autre entité de remplacement sur la base des mêmes critères. Si l'entité est remplacée, la décision de la remplacer doit être justifiée.

#### 4.4 Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Dans le cas où une partie de la présente action (objectif spécifique 2) ne peut être mise en œuvre en gestion indirecte, elle pourra être mise en œuvre à travers des subventions en gestion directe sur base d'un appel à propositions (en tenant compte des critères mentionnés au point 4.3.1). Le type de demandeurs visés sera entre autre des ONGs.

#### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI – Europe dans le monde).

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'Union (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – voir section 4.3	
<b>Objectif 1. Renforcer les mécanismes d'accompagnement et de réintégration durable des migrants de retour et la capacité d'absorption des communautés hôtes</b>	5 400 000
Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution – voir section 4.3.1	5 400 000
<b>Objectif 2. Renforcer les capacités des acteurs intervenant dans la lutte contre la traite des êtres humains compris ceux de la chaîne pénale et la prise en charge des victimes</b>	4 400 000
Gestion indirecte avec Expertise France – voir section 4.3.1	4 400 000
<b>Évaluation</b> – voir section 5.2 <b>Audit</b> – voir section 5.3	200 000
<b>Totaux</b>	10 000 000

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

Deux Comités de Pilotages (COPIL) seront établis pour assurer la gouvernance stratégique et le suivi de la mise en œuvre de l'action (un par volet). Ils sont composés de l'Union européenne (UE) et des autorités ivoiriennes directement concernées, d'autres parties prenantes pourront être également associées. Le secrétariat du Comité sera assuré par le(s) partenaire(s) de mise en œuvre. La participation au Comité de Pilotage pourra être élargie en fonction de l'ordre du jour. Il se réunit en principe deux fois par an. Des réunions extraordinaires pourront être convoquées selon les besoins.

Outre le Comité de Pilotage, un Comité de Suivi Technique est également établi (un par volet) afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre opérationnelle. Il sera composé des mêmes organisations qui participent au Comité de Pilotage. Il se réunit chaque trimestre.

Pour l'OS 1, le Comité de pilotage sera composé à minima de représentants du ministère des Affaires Étrangères, de la DAOSAR, ou de tout autre service ou unité impliqué, de représentants de la Délégation de l'UE et de l'opérateur de mise en œuvre.

Pour l'OS 2, le Comité de pilotage sera composé de représentants du CNLTP, du ministère de la Solidarité, du ministère de l'Intérieur, ou de tout autre service ou unité impliqué, de représentants de la Délégation de l'UE et de l'opérateur de mise en œuvre.

Dans le cadre de sa prérogative d'exécution du budget et afin de préserver les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour régir la mise en œuvre de l'action et peut signer ou s'engager dans des déclarations conjointes, dans le but de renforcer la visibilité de l'Union et de sa contribution à la présente action et d'assurer une coordination efficace.

#### 4.8 Conditions préalables : N/A

### 5 MESURE DES PERFORMANCES

#### 5.1. Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire

chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport fournit un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et réalisations directes) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, les partenaires chargés de la mise en œuvre doivent établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins trois fois par an) et des rapports finaux.

Chaque rapport rend compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique. Chaque rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

Tous les suivis et rapports évalueront la manière dont l'action tient compte du principe d'égalité entre les hommes et les femmes, d'une approche fondée sur les droits humains et des droits des personnes vivant avec un handicap, y compris l'inclusion et la diversité. Les indicateurs sont désagregés au moins par sexe et par âge, et par incapacité lorsque c'est possible.

## 5.2. Évaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation finale sera effectuée pour la présente action, ou une de ses composantes par des consultants indépendants contractés par la Commission. Des évaluations supplémentaires portant sur le respect des droits humains, de l'égalité de genre et l'approche inclusive de l'action pourront être commandées.

Celles-ci seront réalisées au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée).

La Commission informera le partenaire chargé de la mise en œuvre au moins un 1 mois avant les dates envisagées pour les missions d'évaluation. Le partenaire chargé de la mise en œuvre collabore de manière efficace et effective avec les experts chargés de l'évaluation, notamment en leur fournissant l'ensemble des informations et des documents nécessaires et en leur assurant l'accès aux locaux et aux activités du projet.

Les rapports d'évaluation peuvent être communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes, en application des bonnes pratiques en matière de communication des évaluations<sup>13</sup>. Les partenaires chargés de la mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et les recommandations des évaluations et, le cas échéant, apportent les adaptations nécessaires.

Toutes les évaluations analyseront la manière dont l'action prend en considération une approche basée sur les droits humains ainsi que la manière dont elle participe à l'égalité de genre et l'autonomisation des femmes. L'expertise sur les droits humains et l'égalité de genre sera assurée par les équipes d'évaluation.

<sup>13</sup> Voir les [bonnes pratiques en matière de communication des évaluations](#).

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

### 5.3. Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6. COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027, une nouvelle approche pour la mise en commun, la programmation et le déploiement des ressources en matière de communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

Conformément au document «[Communiquer et accroître la visibilité de l'UE –Orientations relatives aux actions extérieures](#)», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces ressources seront prévues dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de l'UE de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.



## Annexe 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une intervention primaire (projet/programme) est un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. La détermination du niveau de l'intervention primaire permettra:

D'articuler les actions ou les contrats en fonction d'une chaîne des résultats attendus et de leur permettre ainsi d'assurer un suivi et un compte rendu efficace des performances;

De différencier ces actions ou contrats de ceux qui ne produisent pas de résultats en matière de développement directement mesurables, définis comme des entités de soutien (c'est-à-dire des audits, des évaluations);

De disposer d'une cartographie complète et exhaustive de toutes les actions et de tous les contrats porteurs de résultats.

Les interventions primaires sont indiquées lors de la conception de chaque action par le service responsable (délégation ou unité opérationnelle du siège).

Le niveau de l'intervention primaire choisi peut être modifié (directement dans OPSYS) et la modification ne constitue pas une modification du document d'action.

Le niveau d'intervention pour la présente action est indiqué comme (cochez l'une des quatre options suivantes);

<b>Niveau Action (appui budgétaire, financement mixte)</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette action
<b>Niveau Groupe d'actions (cas complémentaires, différentes phases d'un même programme)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'actions	Références des actions (CRIS#/OPSYS#): N/A
<b>Niveau Contrat</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	OS 1- Gestion indirecte – 5.9 millions
<input checked="" type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	OS 2 - Gestion indirecte – 4.9 millions
<b>Niveau Groupe de contrats (série de devis-programmes, cas où une action comprend par exemple quatre contrats et où deux d'entre eux, un contrat d'assistance technique et une convention de contribution, visent les mêmes objectifs et se complètent)</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	N/A